

## **Contribution AMORCE à la Consultation publique n°008 du 18 avril 2019 relative à l'évolution des prestations annexes à destination des particuliers, des entreprises, des professionnels et des collectivités réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité**

**[17 mai 2019]**

### **Contacts :**

Julie PURDUE, Déléguée générale adjointe, [jpurdue@amorce.asso.fr](mailto:jpurdue@amorce.asso.fr)  
Baptiste VEZOLE, Chargé de mission Énergie, [bvezole@amorce.asso.fr](mailto:bvezole@amorce.asso.fr)  
Joël RUFFY, Pôle institutionnel juridique et fiscal, [jruffy@amorce.asso.fr](mailto:jruffy@amorce.asso.fr)

---

*Rassemblant plus de 900 adhérents pour 60 millions d'habitants représentés, AMORCE constitue le premier réseau français d'information, de partage d'expériences et d'accompagnement des collectivités (communes, intercommunalités, conseils départementaux, conseils régionaux) et autres acteurs locaux (entreprises, associations, fédérations professionnelles) en matière de politiques Énergie-Climat des territoires (maîtrise de l'énergie, lutte contre la précarité énergétique, production d'énergie décentralisée, distribution d'énergie, planification) et de gestion territoriale des déchets (planification, prévention, collecte, valorisation, traitement des déchets).*

*Force de propositions indépendante et interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics (Ministères, Agences d'État) et du Parlement (Assemblée Nationale et Sénat), AMORCE est aujourd'hui la principale représentante des territoires engagés dans la transition énergétique et dans l'économie circulaire. Partenaire privilégiée des autres structures représentatives des collectivités, des entreprises, ou encore des organisations non gouvernementales, elle a également joué un rôle majeur dans la défense des intérêts des acteurs locaux, lors de l'élaboration de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte ou précédemment des lois relatives au Grenelle de l'environnement.*

---

**L'articles L. 341-3 du code de l'énergie confèrent à la CRE la compétence en matière de tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les GRD d'électricité.**

**Le contenu de certaines de ces prestations annexes et l'information autour de celles-ci constituent selon nous un vecteur important de la mise en œuvre de la transition énergétique.**

**AMORCE a donc souhaité contribuer à cette consultation afin de faire remonter à la CRE les attentes des collectivités adhérentes de l'Association en la matière.**

**Notre contribution vise à ce que les principes généraux applicables à ces prestations ainsi que les conditions de réalisation de certaines d'entre elles soient améliorées pour permettre leur contribution à la transition énergétique. Ces éléments sont repris dans la contribution ci-dessous.**

## 1. Propositions d'améliorations des principes généraux

### 1.1. Une meilleure transparence sur le coût de chaque prestation annexe

D'une manière générale, les collectivités sollicitent de la CRE et des GRD une meilleure transparence sur le coût de chaque prestation annexe, et notamment sur la répartition précise entre ce qui est pris en charge dans le TURPE et ce qui reste à charge du demandeur de la prestation.

Il nous semble donc primordial d'afficher pleinement le montant de chaque prestation annexe et les modalités de fixation des prix afin que les collectivités et autres opérateurs intéressés puissent l'évaluer.

### 1.2. Une meilleure transparence sur les prestations réalisées dans le champ concurrentiel

D'une manière générale, à nouveau, les collectivités sollicitent de la CRE et des GRD une meilleure transparence sur l'offre de prestations réalisées dans le champ concurrentiel par les GRD. Les collectivités s'interrogent notamment sur la possibilité que certaines de ces prestations puissent continuer à être considérées dans le champ monopolistique.

Les collectivités demandent également une transparence sur le volume financier que représente la réalisation de ces prestations et que les produits de leur réalisation puissent venir au moins en partie en déduction de l'ATRD.

Les collectivités souhaitent ainsi avoir une vision globale de l'activité des GRD afin de pouvoir contribuer pleinement à la fixation des différents tarifs.

## 2. Propositions relatives à certaines prestations annexes

### 2.1. Concernant la prestation « Intervention pour impayé ou manquement contractuel (BT<36kVA) »

Tout d'abord, nous proposons que les actions du GRD qui figurent aujourd'hui dans la prestation comme des options soient désormais obligatoirement effectuées par les GRD.

Ensuite, nous proposons, à l'instar de ce que nous avons énoncé dans notre contribution portant sur les prestations annexes gaz, de compléter cette prestation annexe par les éléments suivants :

- L'intervention doit intégrer, en sus de l'existant, les formalités préalables à la coupure ou à la réduction de puissance ;
- A la demande de la (ou des) collectivité(s) compétente(s) sur le territoire où se situe le consommateur concerné, en cas de demande de coupure pour impayé par le fournisseur, le GRD envoie préalablement par mail et/ou par courrier, à titre gratuit, au consommateur concerné :
  - o Une information sur les possibilités existantes pour empêcher la coupure ou la réduction de puissance et les services des collectivités compétentes qu'il peut contacter pour obtenir une aide, notamment via le FSL (Fonds de solidarité logement) ;
  - o Une demande de consentement de transmission à la collectivité, des informations concernant la procédure de coupure ou de réduction de puissance en cours, ses coordonnées et ses données de consommation.
- En cas de déplacement pour coupure ou réduction de puissance, ces mêmes informations et demandes seront à nouveau transmises au consommateur concerné.
- Lorsque que le GRD obtient le consentement du consommateur, il transmet à la collectivité concernée, les informations concernant la procédure de coupure ou de réduction en cours, les coordonnées et les données de consommation du consommateur concerné.

- Les mesures d'information du consommateur et de la collectivité doivent être réalisées dans un délai de 5 jours ouvrés.
- En cas d'infructuosité de ces mesures, la prestation de coupure est réalisée dans un délai de 10 jours ouvrés

L'objectif premier est de prévenir les coupures de consommateurs en situation de précarité énergétique.

Par ailleurs, la réalisation de cette prestation génère deux coûts :

- Un lors de la coupure ou de la réduction de puissance. Même si cette prestation est facturée, il nous semble qu'une part du coût global de cette prestation est prise en charge dans le TURPE ;
- Un lors de la remise en service, qui n'est pas facturé et donc pris en charge dans le TURPE.

Nous pensons, par conséquent, que la modification proposée, peut également générer une économie financière pour l'ensemble des consommateurs.

## **2.2. Concernant la prestation « mise en service sur raccordement existant »**

Notre association s'interroge sur la différence de tarif existant entre la prestation en soutirage et en injection pour les clients raccordés en BT < 36kVA. En effet, nous observons que cette différence n'existe pas pour les autres catégories de clients.

Même si le tarif de cette prestation n'apparaît pas excessif, il nous semblerait pertinent et faisable d'harmoniser le tarif en injection avec celui en soutirage.

Cette évolution minimale s'inscrirait dans une logique de favorisation des projets ENR des petits consommateurs.

## **2.3. Concernant la prestation « Pré-étude de raccordement ou reprise d'étude »**

Au vu de la description actuelle des deux prestations, le GRD doit étudier les solutions de raccordement dans le but d'en diminuer au maximum les coûts pour le porteur de projet.

Pour que l'ensemble des solutions soient étudiées, il nous apparaît intéressant que les collectivités qui en font la demande puissent être associées à ces études notamment pour mettre dans la balance des solutions dites « hors réseau » qu'elle pourrait apporter (par exemple, opérations de maîtrise de la demande, solutions de flexibilité, ...).

D'une manière générale, les collectivités AODE doivent pouvoir être partie prenante de cette réflexion sur leur territoire.

Nous proposons donc que les deux prestations, ci-dessus référencées, intègrent, après accord du porteur d'un projet significatif :

- L'information préalable de la collectivité AODE ;
- Une réflexion tripartite entre le GRD, le porteur de projet et la collectivité sur les solutions disponibles pour minimiser et/ou optimiser le coût et/ou la solution de raccordement.

## **2.4. Concernant les prestations à titre expérimentale**

Il nous apparaît opportun, que les associations de collectivité puissent être associées à la concertation préalable à la mise en œuvre d'une expérimentation. En effet, il nous semble intéressant que ces associations puissent apporter leur point de vue sur les expérimentations proposées et leurs modalités de mise en œuvre.

Ensuite, il nous apparaît opportun que l'examen du bilan des 18 mois et celui de la fin de l'expérimentation intègre une consultation publique (anonymisée, le cas échéant) pour que l'ensemble des acteurs concernés ou potentiellement concernés puissent faire valoir leur point de vue sur l'expérimentation et éventuellement leur souhait de généralisation de la prestation. A minima, nous proposons que l'examen de ces bilans intègre une consultation de l'ensemble des acteurs mobilisés initialement sur la mise en œuvre de l'expérimentation.

### 3. Proposition d'ajout de nouvelles prestations

#### 3.1. Nouvelle prestation à l'attention des collectivités concernant les données de consommation

Nous proposons l'ajout d'une nouvelle prestation à l'attention uniquement des collectivités. Cette prestation est conforme aux principes des prestations réalisées à titre exclusif par les GRD. Nous proposons que cette prestation figure parmi les prestations obligatoirement proposées par les GRD.

##### **PRESTATION DE DEMANDE MASSIVE DE CONSENTEMENT AUX CONSOMMATEURS POUR OBTENTION DE DONNÉES DE CONSOMMATION**

###### **ACCES A LA PRESTATION**

Cette prestation est demandée au GRD par une collectivité territoriale.

###### **DESCRIPTION**

La prestation consiste en l'envoi massif, par courrier, de demande de consentement aux consommateurs par le GRD pour obtenir leur autorisation pour la transmission de leurs données de consommation à la collectivité demandeuse.

La collectivité adresse au préalable au GRD compétent une demande officielle précisant :

- L'objet exact pour lequel elle demande la transmission de ces données ;
- Le périmètre de demande ;
- Le type de données dont elle souhaite la transmission ;
- Le type de client visés par la demande.

###### **STANDARD DE REALISATION**

Nous proposons que la prestation soit réalisée dans un délai de deux mois suivant la réception de la demande complète par le GRD.

###### **PRIX**

Nous proposons que soit fixé un prix par PDL en concertation avec la CRE, le GRD et les collectivités.

#### 3.2. Nouvelle prestation à l'attention des collectivités concernant les impayés

Nous proposons l'insertion d'une nouvelle prestation annexe pouvant être réalisée par le GRD portant sur la gestion des impayés.

##### **TRANSMISSION RÉCURRENTÉ D'INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES D'IMPAYÉS**

###### **ACCES A LA PRESTATION**

Cette prestation est demandée au GRD par une collectivité compétente.

###### **DESCRIPTION**

Le GRD transmet trimestriellement, de manière automatique, à la demande de celle(s)-ci, à la (aux) collectivité(s) compétente(s) sur le territoire où se situe le(s) consommateur(s) concerné(s) :

- Un fichier Excel contenant le nom, l'adresse et les données de consommation des consommateurs consentants qui ont connu une situation d'impayé durant cette période.

La transmission de ces informations est précédée d'un recueil du consentement des consommateurs concernés par mail, courrier et le cas échéant lors d'un déplacement sur site.

#### **STANDARD DE REALISATION**

Transmission trimestrielle du fichier Excel à la maille du territoire de la collectivité concernée.

#### **TARIF DE LA PRESTATION**

Cette prestation est effectuée à titre gratuit.

Les collectivités ont la possibilité de demander la transmission de ces informations de manière mensuelle moyennant le paiement d'un prix de XX €.

Les objectifs poursuivis sont les mêmes que ceux qui nous ont conduit à formuler notre proposition du 2.1. Il s'agit de prévenir les coupures de consommateurs en situation de précarité énergétique. Ce processus peut également éviter des déplacements pour coupure et remise en service du GRD dans la mesure où la collectivité sera en mesure d'aider les consommateurs en difficulté préalablement à la coupure.

### **4. Nos réponses aux questions posées dans la consultation**

**Question n°5 :** Nous partageons l'avis de la CRE sur l'ajout d'une telle prestation. Toutefois, nous sollicitons une précision dans la rédaction de celle-ci afin d'en clarifier le coût.

Nous comprenons que le coût des options concernant le passage de monophasé à triphasé et inversement se compose d'un forfait de 156,25€ TTC plus d'un coût supplémentaire facturé sur devis.

Si tel est le cas, nous proposons que la rédaction soit clarifiée pour faire apparaître clairement ce point. Nous proposons d'indiquer que le devis adressé au producteur fait apparaître clairement et distinctement le montant du forfait et celui du coût spécifique au projet.

